

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1883-1884.

Tableau des projets et des propositions de loi dont la Chambre est saisie.

I. — PROJETS DE LOI DONT LES RAPPORTS SONT FAITS.

1. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE OBLIGATOIRE. Proposition faite par M. Funck, le 16 novembre 1870 (n^o 11). Rapport de M. de Haerne, du 31 janvier 1872 (n^o 38).
2. Revision du CODE DE COMMERCE. Projet présenté par le Gouvernement, le 22 novembre 1870 (n^o 14). — Amendements du Gouvernement au titre VII, livre 1^{er}, présentés le 2 mai 1876 (n^o 175). — Rapport de M. Dupont, du 3 mai 1880 (n^o 175).
3. TRADUCTION FLAMANDE DES ANNALES PARLEMENTAIRES. Proposition faite par M. Bara, le 31 janvier 1872 (n^o 54). Rapport de M. Kervyn de Lettenhove, du 21 décembre 1872 (n^o 79).
4. RANG ET MODE DE RECRUTEMENT ET D'AVANCEMENT des officiers du corps de l'intendance militaire et du service administratif de l'armée. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 novembre 1872 (n^o 6). Rapport de M. Léon Visart, du 12 décembre 1872 (n^o 61).
5. MODIFICATIONS A LA LOI COMMUNALE. Proposition faite par M. Jacobs, le 14 novembre 1872 (n^o 28). Rapport de M. Pcty de Thozée, du 25 mai 1874 (n^o 185).
6. Sommes versées à la CAISSE DE REMPLACEMENT. Proposition faite par quatre Représentants, le 8 décembre 1875 (n^o 40). Rapport de M. Wocste, du 26 avril 1876 (n^o 167).
7. CODE RURAL. Projet présenté par le Gouvernement, le 19 janvier 1876 (n^o 75). Rapports :
1^o de M. de Moreau (sur les chap. I-III (1), titre 1^{er}), du 2 avril 1879 (n^o 115);
— 2^o de M. Smolders (sur les chap. IV-VI, titre 1^{er}), du 2 avril 1879 (n^o 116); —
3^o de M. Thonissen (sur le titre II), du 2 avril 1879 (n^o 117).
8. MODIFICATIONS au paragraphe 4 de l'article 78 de la LOI COMMUNALE. Proposition faite par M. Lelièvre, le 14 mars 1876 (n^o 125). Rapport de M. Julliot, du 19 juin 1879 (n^o 176).
9. MODIFICATIONS à la loi du 23 ventôse an XI, sur le NOTARIAT. Projet transmis par le Sénat, le 21 mars 1876 (n^o 131). Rapport de M. Drubbel, du 5 juillet 1877 (n^o 212)(2).

(1) Le titre III a été adopté le 19 décembre 1882.

(2) Un amendement (n^o 66, session de 1877-1878) a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 7 février 1878.

10. 1° TAXE SUR LES CHEVAUX, en abolissant l'impôt des chevaux mixtes. Proposition faite par M. Amédée Visart, le 8 août 1878 (n° 18); — 2° TAXE SUR LES CHEVAUX EMPLOYÉS A L'AGRICULTURE. Proposition faite par M. Thibaut, le 25 mai 1879 (n° 152). Rapport (sur les deux propositions) de M. d'Elhounne, (n° 179 de 1878-1879) (1).
11. CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. Projets présentés par le Gouvernement, les 5 mars et 24 juillet 1879, 1° livres I et II (n° 88); — 2° livre III (n° 238).
Rapports de M. Thonissen :
1° Du 20 novembre 1879, sur le titre I^{er}, livre I^{er} (n° 12);
2° Du 17 février 1880, sur le chap. I^{er}, titre II, livre I^{er} (n° 78);
3° Sur le titre I^{er}, livre III, session de 1880-1881 (n° 119);
4° Du 1^{er} décembre 1881, sur les chapitres II et III, livre I^{er} (n° 51);
5° Du 2 mars 1882, sur le chapitre IV, titre II, livre I^{er} (n° 122);
6° Du 24 mars 1882, sur le chapitre V, titre II, livre I^{er} (n° 154);
7° Du 20 avril 1882, sur le chapitre VI, titre II, livre I^{er} (n° 181);
8° Du 15 novembre 1882, sur le titre III, livre I^{er} (n° 3);
9° Du 21 février 1883, sur le titre IV, livre I^{er} (n° 98);
10° Du 29 mai 1883, sur le titre I^{er}, livre II (n° 171).
12. PENSIONS DES MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES. Proposition faite par la section centrale du budget des dotations pour l'exercice 1881 (n° 38 du 23 décembre 1880). Rapport de M. Olin, du 14 juillet 1881 (n° 208).
15. MODIFICATIONS AUX LOIS ÉLECTORALES. Propositions faites les 30 juin, 1^{er} et 15 juillet 1881 (n° 174, 178 et 207). Rapport de M. de Vigne, du 20 juillet 1883 (n° 210) (*).
14. RÉDUCTION DES DROITS D'ENREGISTREMENT applicables aux échanges de biens ruraux contigus et modification de certaines dispositions des lois d'enregistrement. Projet présenté par le Gouvernement, le 1^{er} juillet 1881 (n° 180). Rapport de M. Berten, du 9 décembre 1881 (n° 46).
13. Dispositions complémentaires de la loi du 16 mai 1876, sur les PENSIONS DES PROFESSEURS, instituteurs communaux et de leurs veuves et orphelins. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 décembre 1881 (n° 33). Rapport de M. Hanssens, du 5 août 1883 (n° 257).
16. EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE dans les limites constitutionnelles. Proposition faite par M. Malou, le 15 décembre 1881 (n° 36). Rapport de M. Woeste, du 30 mars 1882 (n° 163), sur les articles ayant pour objet l'extension du suffrage.
17. PRÊTS AGRICOLES. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 décembre 1881 (n° 73). Rapport de M. Jottrand, du 30 mars 1882 (n° 167).
18. MODIFICATIONS AUX LOIS PROVINCIALE ET COMMUNALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 24 mars 1882 (n° 138). Rapport de M. Woeste, du 26 juillet 1883 (n° 223).

(1) Dans la séance du 4 juillet 1879, ces propositions ont été ajournées.

(2) Dans la séance du 14 août 1883, la disposition d'un article 4, proposée par M. Janson le 10 août précédent (n° 262), lors de la discussion du projet de réforme électorale pour la province et la commune, a été ajournée et renvoyée à une discussion portant sur les mesures générales à prendre pour toutes les élections.

19. CRÉDITS SPÉCIAUX pour l'exécution de TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE. § 5° de l'article 1^{er} du projet présenté par le Gouvernement, le 18 avril 1882 (n° 176) (1). Rapport de M. Scallquin, du 6 mai 1882 (n° 218).
20. Convention internationale pour régler la POLICE DE LA PÊCHE DANS LA MER DU NORD. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 janvier 1883 (n° 75). Rapport de M. Charles Janssens, du 26 juillet 1883 (n° 222).
21. MODIFICATIONS DES ARTICLES 16 ET 17 DE LA LOI DU 23 MARS 1876. Proposition faite par cinq Représentants, le 24 janvier 1883 (n° 76). Rapport de M. Hanssens, du 5 avril 1883 (n° 123) (2).
22. Création d'un 5° CANTON DE JUSTICE DE PAIX A ANVERS. Projet présenté par le Gouvernement, le 18 avril 1883 (n° 157). Rapport de M. JAMME, du 11 août 1883 (n° 258).
23. IMPOT SUR LE REVENU DE VALEURS MOBILIÈRES. Projet présenté par le Gouvernement, le 30 mai 1883 (n° 176). Rapport de M. T'Serstevens, du 31 juillet 1883 (n° 227) (3).
24. Autorisation, pour le Gouvernement, de RÉGLER avec la Société de construction le COMPTE DE LA LIGNE DE BASTOGNE A GOUVY et de lui confier L'EXÉCUTION DE TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES. Projet présenté par le Gouvernement, le 11 juillet 1883 (n° 208). Rapport de M. Van Hoorde, du 1^{er} août 1883 (n° 251) (4).
25. DISPOSITIONS PÉNALES sanctionnant les prescriptions de la CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA PÊCHE DANS LA MER DU NORD. Projet présenté par le Gouvernement, le 26 juillet 1883 (n° 224). Rapport de M. Charles Janssens, du 3 août 1883 (n° 238).
26. Modification de dispositions relatives à la COMPTABILITÉ PROVINCIALE ET COMMUNALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 18 juillet 1883 (n° 208). Rapport de M. Wagener, du 9 août 1883 (n° 250).
27. Anonymat pour la SOCIÉTÉ DES GALERIES SAINT-HUBERT. Projet présenté par le Gouvernement, le 31 juillet 1883 (n° 229). Rapport de M. Buis, du 1^{er} août 1883 (n° 252).
28. CONVENTION ADDITIONNELLE au traité du 29 août 1868 entre la Belgique et le ROYAUME DE SIAM. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 août 1883 (n° 245). Rapport de M. Thonissen, du 10 août 1883 (n° 255).

II. — PROJETS EN SECTION CENTRALE.

1. MODIFICATIONS aux articles 75, 76, 77, 153, 155, 156 et 157 DE LA LOI COMMUNALE. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 décembre 1870 (n° 37) (5).

(1) Dans la séance du 12 mai 1882, la discussion du crédit concernant le § 5° a été ajournée au mois de novembre suivant.

(2) Dans la séance du 25 juin 1883, la discussion de cette proposition de loi a été ajournée à la session suivante.

(3) L'article 1^{er} amendé et la disposition rejetée du n° 1^o de l'article 2 doivent être soumis à un second vote.

(4) Dans la séance du 18 août 1883, la Chambre a voté les articles du projet de loi, mais elle ne s'est pas trouvée en nombre au vote sur l'ensemble de ce projet.

(5) Section centrale : MM. VANDER DONCKT, VAN ISEGHEM, SMOEDERS, DE CLERCQ, SANTRIN, KERVYN DE LETTENHOVA.

2. DROIT DE SUCCESSION sur les immeubles situés en pays étranger. Proposition faite par MM. Lelièvre et de Baets, le 1^{er} juin 1871 (n° 155) (1).
3. MODIFICATIONS AUX ATTRIBUTIONS DES DÉPUTATIONS PERMANENTES DES CONSEILS PROVINCIAUX. Proposition faite par MM. Lelièvre et de Baets, le 3 mars 1874 (n° 105) (2).
4. RACCORDEMENTS INDUSTRIELS PAR CHEMINS DE FER. Seconde partie du projet présenté par le Gouvernement, le 21 avril 1875 (n° 141) (3).
5. EXEMPTION D'ENREGISTREMENT pour les actions et les obligations de sociétés établies en Belgique. Projet présenté par le Gouvernement, le 7 décembre 1875 (n° 36) (4).
6. MODIFICATIONS à la loi du 8 mai 1848, sur la GARDE CIVIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 16 mars 1876 (n° 127) (5).
7. EMPLOIS RÉSERVÉS AUX SOUS-OFFICIERS, dans les administrations civiles de l'État. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 avril 1876 (n° 165) (6).
8. DROIT DE PROPRIÉTÉ DES MODÈLES ET DESSINS DE FABRIQUE. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1876 (n° 12) (7).
9. TITRES AU PORTEUR. Projet présenté par le Gouvernement, le 19 décembre 1876 (n° 33) (8).
10. TRAITEMENTS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. Proposition faite par cinq Représentants, le 22 mai 1877 (n° 157) (9).
11. ABOLITION DE LA PATENTE DES MÉDECINS, chirurgiens, accoucheurs. Proposition faite par MM. Woeste et de Lehaye, le 14 décembre 1877 (n° 58) (10).
12. SUPPRESSION DE TOUT TRAITEMENT POUR CAUSE DE CONDAMNATION. Proposition faite par M. Frère-Orban, le 29 janvier 1878 (n° 60) (11).
13. MODIFICATION DE L'ARTICLE 900 DU CODE CIVIL. Proposition faite par M. Kervyn de Lettenhove, le 5 février 1878 (n° 65) (12).
14. PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 19 février 1878 (n° 81) (13).

(1) Section centrale : MM. THONISSEN, NOTHOMB, DE MACAR, WILLEQUET, COREMANS, DUPONT.

(2) Section centrale : MM. PÉTY DE THOZÉE, SMOLDERS, DELCOUR, FIRMEZ, CROMBEZ, DE LEXHY.

(3) Section centrale : MM. LEFEBVRE, DE MACAR, THONISSEN, NOTHOMB, WILLEQUET, CUVELIER. — Rapport de M. NOTHOMB, session de 1876-1877 (n° 198). Dans la séance du 4 juillet 1877, le projet a été renvoyé à la section centrale.

(4) Section centrale : MM. DE WAEL, LE HARDY DE BEAULIEU, VAN HOORDE, BIEBUYCK, SMOLDERS, DEMEUR.

(5) Section centrale : MM. NOTHOMB, BOCKSTAEL, WOESTE, DELCOUR, JAMME.

(6) Section centrale : MM. PATEROSTER, NOTHOMB, LÉON VISART, VAN HOORDE, TH. JANSSENS, VAN WAMBEKE.

(7) Section centrale : MM. MAGHERMAN, VANDENPEEREBOOM, TH. JANSSENS, DE LAET, DEMEUR, VERBRUGGEN.

(8) Section centrale : MM. PÉTY DE THOZÉE, VAN ISEGHEM, DE LHONEUX, DEMEUR, MONCREUR, MAGHERMAN.

(9) Section centrale : MM. PÉTY DE THOZÉE, DE MONTPELLIER, KERVYN DE LETTENHOVE, DE MOREAU, NOTHOMB, DEMEUR.

(10) Section centrale : MM. WOESTE, LÉON VISART, MASCART, DE MOREAU, VAN DEN STEEN, VAN WAMBEKE.

(11) Section centrale : MM. THONISSEN, VANDENPEEREBOOM, DUPONT, FÉRON, JACOBS, WOESTE.

(12) Section centrale : MM. WASSEIGE, THONISSEN, JULLIOT, KERVYN DE LETTENHOVE, WOESTE, SMOLDERS.

(13) Section centrale : MM. VAN DEN STEEN, NOTHOMB, VANDENPEEREBOOM, KERVYN DE LETTENHOVE, GOBLET D'ALVIELLA, DEMEUR.

15. Revision du CODE ÉLECTORAL. Partie du projet présenté par le Gouvernement, le 27 février 1878 (n° 90) ⁽¹⁾.
16. CONVENTION entre la Belgique et la France, concernant le SERVICE MILITAIRE dans les deux pays. Projet présenté par le Gouvernement, le 8 juillet 1879 (n° 197) ⁽²⁾.
17. Périmètre de protection des EAUX DE SPA. Projet présenté par le Gouvernement, le 14 avril 1880 (n° 150) ⁽³⁾.
18. CRÉDIT supplémentaire au MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour les expositions nationales. Partie du projet présenté par le Gouvernement, le 10 août 1880 (n° 16) ⁽⁴⁾.
19. ÉTABLISSEMENT DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES dans les communes de Charleroi et de La Louvière. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 décembre 1880 (n° 44) ⁽⁵⁾.
20. ABROGATION de l'article 8 de la loi du 6 frimaire an VII, concernant les PASSAGES D'EAU PARTICULIERS. Projet présenté par le Gouvernement, le 6 décembre 1881 (n° 56) ⁽⁶⁾.
21. ABROGATION des articles 75 à 75 de la loi du 21 avril 1810 sur les MINES. Projet présenté par le Gouvernement, le 6 décembre 1881 (n° 57) ⁽⁷⁾.
22. DISPOSITION PÉNALE CONTRE LA HAUSSE OU LA BAISSÉ, par des moyens frauduleux, des effets publics ou AUTRES TITRES NÉGOCIABLES. Amendement de M. Pirmez présenté, le 6 décembre 1881 (n° 59), dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans ⁽⁸⁾.
23. DISPOSITION PÉNALE CONTRE L'ÉMISSION AU-DESSUS DU PAIR, par voie de souscription publique, DES ACTIONS DE SOCIÉTÉS, pendant les trois premières années de leur existence. Article présenté, le 6 décembre 1881 (n° 59), par M. Malou, dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans ⁽⁹⁾.
24. DISPOSITION PÉNALE CONTRE LES ÉVALUATIONS FRAUDULEUSES pour la formation du BILAN de sociétés. Article présenté, le 7 décembre 1881 (n° 44), par M. De Becker, dans la discussion du projet de loi sur les faux dans les bilans ⁽⁹⁾.
25. EXTENSION DU DROIT DE SUFFRAGE DANS LES LIMITES CONSTITUTIONNELLES (*bases nouvelles pour l'assiette de la contribution personnelle*). Partie de la proposition faite par M. Malou, le 15 décembre 1881 (n° 56) ⁽¹⁰⁾.

(1) Section centrale : MM. DE MOREAU, ALEXANDRE JAMAS, PIRMEZ, KERVYN DE LETTENHOVE, DE HAERNE, SMOLDERS. Les titres III et IV ont été adoptés par la Chambre, le 9 mai 1878.

(2) Section centrale : MM. DE LANTSHEERE, TRONISSEN, MALLAR, BOCKSTAEL, VAN BRABANDT, PATERNOSTER.

(3) Section centrale : MM. MAGIS, MAGHERMAN, MALLAR, AMÉDÉE VISART, PÉTY DE TROZÉE, WILLEQUET.

(4) Section centrale : MM. DENEUR, D'ANDRIMONT, GOBLET D'ALVIELLA, JOTTRAND, PATERNOSTER, FÉRON.

Un crédit provisoire de 1,700,000 francs proposé par la section centrale (rapport de M. JOTTRAND, du 13 août 1880, n° 28) a été adopté dans la séance du 17 août 1880.

(5) Section centrale : MM. BERGÉ, LESCARTS, WASHER, VANDAM, D'ANDRIMONT, JANSON.

(6) Section centrale : MM. LUCQ, AMÉDÉE VISART, WINCQZ, SCAILQUIN, VAN HOORDE, TOURNAY.

(7) Section centrale : MM. LUCQ, BERTEN, HALLET, BOCKSTAEL, GILLIEAUX, PIRMEZ.

(8) Cet amendement a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCAILQUIN, REYNAERT, DANSAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

(9) Cet article a été renvoyé à la section centrale, dans la séance du 9 décembre 1881 ; elle est composée de MM. SCAILQUIN, REYNAERT, DANSAERT, JANSON, JOTTRAND, DE BECKER.

(10) Section centrale : MM. MALOU, KERVYN DE LETTENHOVE, WOESTE, D'ELHOUNGNE, DE BRUYN, GUILLERY.

26. Constitution d'une Société nationale pour la CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DE CHEMINS DE FER VICINAUX. Projet présenté par le Gouvernement, le 12 mars 1882 (n° 237) (1).
27. PENSION à la dame Asselberghs, VEUVE LOUIS DEFREÉ. Proposition de plusieurs Représentants, présentée le 22 mars 1882 (n° 148) (2).
28. Crédit spécial pour l'achèvement des travaux des NOUVELLES INSTALLATIONS MARITIMES, A ANVERS. Projet présenté par le Gouvernement, le 14 décembre 1882 (n° 86) (3).
29. BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES pour l'exercice 1884. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 février 1883 (4).
50. MODE DE VOTATION. Proposition faite par M. Malou, le 15 mars 1885 (n° 110) (5).
51. ABROGATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DES LOIS COMMUNALE ET PROVINCIALE. Proposition faite par cinq Représentants, le 15 mars 1885 (n° 116) (6).
52. Convention internationale pour la PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. Projet présenté par le Gouvernement, le 11 juillet 1885 (n° 201) (7).

III. — PROJET RENVOYÉ AUX SECTIONS.

INSTRUCTION OBLIGATOIRE. Projet présenté par le Gouvernement, le 5 juillet 1885 (n° 197). Sections du mois de juillet 1885.

IV. — PROJETS RENVOYÉS A DES COMMISSIONS.

1. MODIFICATION DE L'ARTICLE 472 DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE. Proposition faite par MM. Lelièvre et de Baets, le 16 avril 1872 (n° 142) (8).
2. MODIFICATION à la loi du 10 décembre 1860, relative à la création de MONNAIES DE NICKEL. Projet présenté par le Gouvernement, le 15 novembre 1872 (n° 16) (9).
5. DISPOSITIONS ADDITIONNELLES A L'ARTICLE 507 DU CODE PÉNAL. Proposition faite par M. Lelièvre, le 4 mars 1875 (n° 105) (10).

(1) Section centrale : MM. NEUJEAN, NOTHOMB, LE HARDY DE BEAULIEU, DEMEUR, MALOU, DE BRUYN.

(2) Section centrale : MM. GOBLET D'ALVIELLA, DURIEU, LUCQ, FÉRON, BOUVIER, SCAILQUIN.

(3) Section centrale : MM. HOUTAET, MALOU, JANSON, CH. JANSSENS, DE HEMPTINNE, SCAILQUIN.

Le 21 décembre 1882, la Chambre a voté un crédit de 15,000,000 de francs, à titre d'a-compte.

Le 1^{er} août 1883, M. Malou a déposé un rapport, n° 233, sur le complément du crédit spécial de 21,500,000 francs, et le 14 août suivant, M. le Ministre des finances a proposé les dispositions, n° 261, qui ont été adoptées; mais la Chambre ne s'est plus trouvée en nombre au vote sur l'ensemble de ces dispositions.

(4) Section centrale : MM. NOTHOMB, DE BRUYN, DE MONTPELLIER : — JOTTRAND, LIPPENS, VANDERKINDERE ; — DEMEUR, FÉRON, JULIEN WARNANT ; — SABATIER, LUCQ, D'ELROUNGNE ; — GALLIER, D'ANDRIMONT, MAGIS ; — DELCOUR, TESCH, MASGART.

(5) Section centrale : MM. MALOU, NOTHOMB, DE LANTSHEERE, BERGÉ, DE HEMPTINNE, DE VIGNE.

(6) Section centrale : MM. FÉRON, WOESTE, DE LANTSHEERE, JAMME, MAGIS, JANSON.

(7) Section centrale : MM. GALLIER, DEMEUR, DE MACAR, TOURNAX, HOUZEAU DE LEHAIE, SCAILQUIN.

(8) Commission spéciale : MM. THONISSEN, ORTS, CRUYT, FIRMEZ, TESCH.

(9) Commission spéciale : MM. THONISSEN, FIRMEZ, VERWILGHEN, MALOU, JACOBS.

(10) Commission spéciale : MM. JACOBS, FIRMEZ, DRUBBEL, GUILLERY, THONISSEN.

4. Revision du CODE DE PROCÉDURE CIVILE. Livres I à III. Projet présenté par le Gouvernement, le 28 novembre 1876 (n° 13) (1).
5. CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. Projets présentés par le Gouvernement, les 5 mars et 24 juillet 1879 : 1^o Livres I et II (n° 88) ; — 2^o Livre III (n° 238) (2).
6. AUGMENTATION DU TRAITEMENT DES MINISTRES. Proposition faite par des sections centrales examinant des budgets pour l'exercice 1881 (3).
7. RÉGLEMENT définitif du budget de l'exercice 1878. Projet présenté par le Gouvernement le 23 janvier 1882 (n° 89) (4).
8. RÉGLEMENT définitif du budget de l'exercice 1879. Projet présenté par le Gouvernement, le 23 janvier 1882 (n° 90) (4).
9. Revision du CODE CIVIL. Livre préliminaire et titres 1 à 5 du livre 1^{er}. Projet présenté par le Gouvernement, le 31 mars 1882 (n° 169). — Suite du projet (art. 228-353), présentée par le Gouvernement, le 15 mars 1883 (n° 117) (5).
10. MODIFICATION de quelques articles de la loi du 18 mai 1875 sur les SOCIÉTÉS COMMERCIALES. Proposition faite par trois Représentants, le 7 mars 1883 (n° 106) (6).
11. RÉGLEMENT définitif du budget de l'exercice 1880. Projet présenté par le Gouvernement, le 13 mars 1883 (n° 115) (1).
12. Modification des DÉLIMITATIONS TERRITORIALES de *Louvain* et de *Kessel-Loo*. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1883 (n° 218) (7).
13. Rectification des LIMITES SÉPARATIVES de *Baileux* et de *Cul-des-Sarts*. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1883 (n° 219) (8).
14. ÉRECTION DE LA COMMUNE DE TEN-BEDE. Projet présenté par le Gouvernement, le 25 juillet 1883 (n° 220) (9).

V. — RAPPORTS SUR DES PÉTITIONS.

1. Enquête sur les causes de la CATASTROPHE DE FRAMERIES. Rapport de M. de Fuisseaux, du 23 juillet 1879 (n° 229).

(1) Commission spéciale : MM. THONISSEN, D'ELHOUNGNE, JACOBS, JANSON, GUILLERY, REYNAERT, DUPONT.

Un rapport sur les titres I et II du livre 1^{er} a été fait par M. Thonissen, le 21 février 1877 (n° 89).

Dans la séance du 19 juin 1879, le projet concernant ces deux titres a été renvoyé à la commission.

(2) Commission spéciale : MM. GUILLERY, THONISSEN, FIRMEZ, WOESTE, LUCQ.

Des rapports ont été déposés par M. Thonissen : 1^o le 20 novembre 1879, sur le titre 1^{er}, livre 1^{er} (n° 12) ; — 2^o le 17 février 1880, sur le chap. 1^{er}, titre II du livre 1^{er} (n° 78) ; — 3^o sur le titre 1^{er}, livre III, session de 1880-1881 (n° 119) ; 4^o le 1^{er} décembre 1881, sur les chap. II et III du livre 1^{er} (n° 31) ; — 5^o le 2 mars 1882, sur le chap. IV, titre II du livre 1^{er} (n° 122) ; — 6^o le 24 mars 1882, sur le chap. V, titre II du livre 1^{er} (n° 154) ; — 7^o le 20 avril 1882, sur le chap. VI, titre II du livre 1^{er} (n° 181) ; — 8^o le 15 novembre 1882, sur le titre III, liv. 1^{er} (n° 5) ; — 9^o le 21 février 1883, sur le titre IV, liv. 1^{er} (n° 99) ; — 10^o le 29 mai 1883, sur le titre 1^{er}, liv. II (n° 171).

(3) Commission spéciale : MM. DESCAMPS, THONISSEN, DE BECKER, DE LIEDEKERKE, DE ZEREZO DE TEJADA, VANDEN-PEEREBOOM, D'ELHOUNGNE, OLIN, FIRMEZ, TESCH, WASHER.

(4) Commission permanente des finances.

(5) Commission spéciale : MM. BEERNAERT, DE BECKER, DE LANTSHEERE, DELCOUR, D'ELHOUNGNE, DE VIGNE, DUPONT, GUILLERY, JACOBS, JANSON, JOTTRAND, NEUJEAN, FIRMEZ, TESCH, THONISSEN.

(6) Commission spéciale : MM. GUILLERY, DE LANTSHEERE, TESCH, MALOU, DE MACAR, DEMEUR, JACOBS.

(7) Commission spéciale : MM. DELCOUR, JOTTRAND, WILLEQUET, HALFLANTS, PATERNOSTER.

(8) Commission spéciale : MM. TOURNAY, DE CARAMAN-CHIMAY, MINEUR, DE LIEDEKERKE, T'SERSTEVENS.

(9) Commission spéciale : MM. DE BRUYN, DE VIGNE, VANDERKINDERE, TACK, MAGIS.

2. ENQUÊTE PARLEMENTAIRE sur la situation du commerce extérieur de la Belgique et sur les moyens d'augmenter nos relations directes avec les contrées transocéaniques. Rapport de M. Gillicaux, du 12 août 1880 (n° 24).
3. ENQUÊTE PARLEMENTAIRE sur la situation des industries de la fonte, du fer et de l'acier en Belgique. Rapport de M. Gillicaux, du 5 mai 1881 (n° 123).
4. ENQUÊTE sur le commerce en Belgique et sur la situation de l'industrie et de l'agriculture nationales. Rapport de M. Gillicaux, du 25 juin 1881 (n° 165).
5. UNION DOUANIÈRE entre la France et la Belgique. Rapport de M. Gillicaux, du 7 juillet 1881 (n° 186).
6. CRÉATION D'UN MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. Rapport de M. Peltzer, du 15 juillet 1881 (n° 206).
7. ÉTABLISSEMENT, par l'État, de dépôts d'engrais composés. Rapport de M. Janssens, du 14 juillet 1881 (n° 209).
8. RÉTABLISSEMENT DE DROITS SUR LE SEL. Rapport de M. Hardy, du 26 avril 1885 (n° 144).
9. DROIT DE DOUANE SUR LES FILS DE LAINE. Rapport de M. Th. Janssens, du 7 août 1885 (n° 242).
10. SITUATION D'INFÉRIORITÉ vis-à-vis des concurrents étrangers pour la RÉEXPÉDITION DE MARCHANDISES PAR LA VOIE D'ANVERS. Rapport de M. Neef, du 8 août 1885 (n° 248).
11. NATURALISATION ORDINAIRE, feuillets n° 8 et 10. — Projet de loi du 2 août 1885 (n° 236).
12. GRANDE NATURALISATION, feuillet n° 9. — Projet de loi du 2 août 1885 (n° 253).
13. Feuilletons de PÉTITIONS n° 11, § 1^{er} (n° 185) ; n° 12 et 13 (n° 226 et 259).

VI. — QUESTION SOUMISE A UNE COMMISSION SPÉCIALE.

ARTICLE 90 NOUVEAU DU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE. Proposition faite par la Commission, le 2 décembre 1874 (n° 34) (1).

(1) Commission : MM. DE BAILLET-LATOUR, DE LEHAYE, DUMORTIER, MONCHEUR, FERMEZ, DE ZÉREZO DE TEFADA, TESCH. L'article 90 nouveau a été renvoyé à la commission, dans la séance du 28 avril 1875.